

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

**Asie du Sud-Est**

Une publication du SER de Singapour

N° 43 (2023)

# Faits saillants

LE CHIFFRE À RETENIR

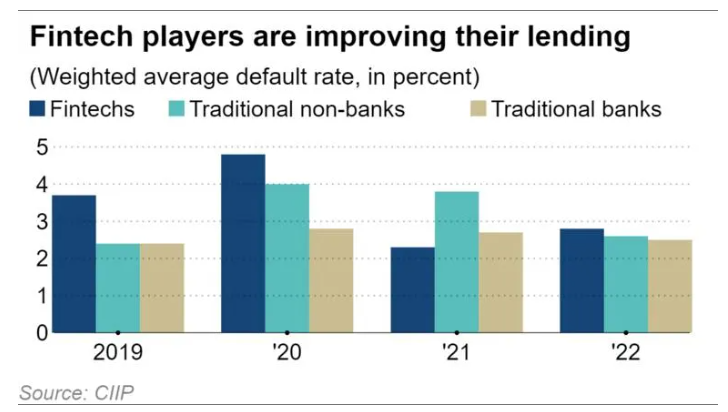
23,5 Md$

Montant de l’investissement total en Indonésie au T3 2023, en hausse de 21,6% en g.a

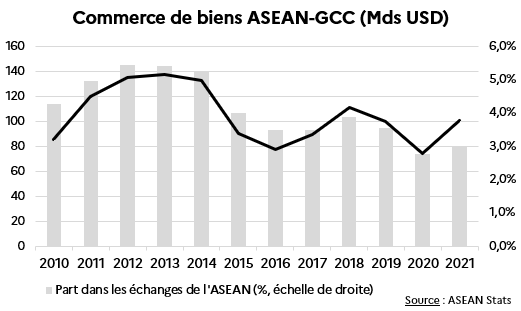
* **Malaisie : +3,3% de croissance au T3-23 en g.a.**
* **Philippines : relèvement du taux directeur de 6,25% à 6,5%**
* **Vietnam : forte croissance du taux de créances douteuses**

# Région

Essor des prêts en ligne grâce à l’utilisation des données

Selon Nikkei Asia, les fintechs offrant des services "buy now, pay later" ainsi que les banques en ligne pourraient contribuer à réduire considérablement le déficit en matière de prêts dans la région. De plus, ces fintechs sont aujourd’hui en mesure d’améliorer la qualité de leurs prêts en tirant profit de la généralisation des smartphones et de l'accès aux données des clients, y compris ceux sans historique de crédit. Un rapport du CIIP (Centre for Impact Investing and Practices), une entité à but non lucratif de Temasek Trust basée à Singapour, estime que le taux de défaut moyen pondéré des fintechs s’élevait en 2022 à 2,8%, à peine au-dessus des banques traditionnelles à 2,5%. Selon Dawn Chan, PDG du CIIP, la montée en puissance des fintechs témoigne de la sous-bancarisation d’une large population de l’ASEAN. Dans ce contexte, de nombreuses banques asiatiques s'engagent davantage dans le prêt en ligne, anticipant un marché de 116 Mds USD d'ici 2025, soit près de trois fois plus qu'en 2021, d’après un rapport de Google, Temasek Holdings et Bain & Co.

Nouveau cadre de coopération avec les six pays du Golfe (GCC)

Le 20 octobre dernier s'est tenu à Riyadh le premier sommet réunissant l’ASEAN et les six pays du Conseil de coopération du Golfe (GCC), comprenant l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar. Les deux blocs ont appelé à une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien et ont renforcé leurs liens économiques et diplomatiques, avec l'adoption d'un nouveau plan de coopération pour la période 2024-2028 couvrant divers secteurs, du commerce au climat. De plus, la Malaisie a proposé la création d'un accord de libre-échange (ALE) entre l'ASEAN et le CCG. Malgré le pivot du CCG vers l'Asie au cours des 20 dernières années, le commerce bilatéral ne représente que 4% des échanges totaux de l’ASEAN en moyenne depuis 2010. Dans le futur, l'ALE liant le CCG et Singapour pourrait servir de modèle pour un accord entre les blocs. Le prochain sommet est prévu pour 2025 en Malaisie.

# Indonésie

Investissements élevés au T3 2023

Au T3 2023, l’Indonésie a attiré 23,5 Mds USD d’investissements, en hausse de 21,6% en g.a. L’investissement direct étranger représente 52,4% de ce montant, à 12,4 Mds USD (contre 10,9 Mds USD au T3 2022) et l’investissement local 47,6%, avec 11,1 Mds USD (contre 9,0 Mds USD). Au S1 2023, les IDE avaient atteint 24,2 Mds USD et l’investissement local 19,8 Mds USD. Ainsi, les investissements cumulés de janvier à septembre grimpent à 67,5 Mds USD, soit plus de 76,9% de l’objectif annuel du gouvernement (87,8 Mds USD). Ces investissements sont à destination de l’industrie métallurgique (+29,3% en g.a.), laquelle concentre 15,2% de l’investissement total, l’exploitation minière (+48,1% en g.a.), avec une part de 11,2%, ainsi que les secteurs du transport, du stockage et des communications (+25,8% en g.a.) avec 10,9%. Ces allocations reflètent les ambitions indonésiennes de remonter les chaînes de valeur (notamment dans les secteurs minier et métallurgique), au moyen de mesures protectionnistes à l’instar de l’interdiction d’exportation du nickel.

Poursuite de l’assainissement budgétaire en 2023

Le déficit budgétaire pour 2023 devrait être moins important que prévu (2,3% du PIB), selon la ministre des Finances, Sri Mulyani. Le gouvernement indonésien table désormais sur un déficit budgétaire de 30,5 Mds USD en 2023, contre 37,5 Mds USD dans le budget (APBN) 2023. En effet, au cours des 9 premiers mois de l’année, le budget a enregistré un excédent de 4,3 Mds USD (soit 0,3% du PIB) en raison d’une forte collecte des recettes et d’un décalage dans le temps des décaissements. Les dépenses publiques devraient augmenter en fin d’année en raison de l’annonce de nouvelles incitations visant à soutenir la consommation des ménages, à l’instar du programme Bantuan Langsung Tunai pour faire face à la hausse du prix des denrées alimentaires en raison de l’impact du phénomène El Niño sur les récoltes rizicoles, ou encore d’un dispositif fiscal pour l’acquisition d’un logement.

# Malaisie

Croissance de 3,3% g.a au T3 2023

Selon les premières estimations du département des statistiques malaisien (DOSM), la croissance du PIB s’est établie à 3,3% au T3 2023 (g.a.), en amélioration par rapport au trimestre précédent (+2,9%). Le secteur des services (+5,1%, 59,3% du PIB) est resté le principal contributeur à la croissance du pays, à hauteur de 3,0 pt, devant celui de la construction (+5,8%), pour 0,2 pt. La contribution en valeur de l’industrie manufacturière au PIB (23,6%) s’est contractée de 0,1% (g.a.), comme celle des industries extractives (5,8%). L’économie malaisienne enregistre ainsi une croissance de 3,9% sur les neuf premiers mois de l’année. Sur la même période, le taux moyen d’inflation s’établit à +2,8%, après une nouvelle modération en septembre (à +1,9%), avec une inflation sous-jacente à +3,3%.

Nouvelle contraction de l’excédent commercial au T3

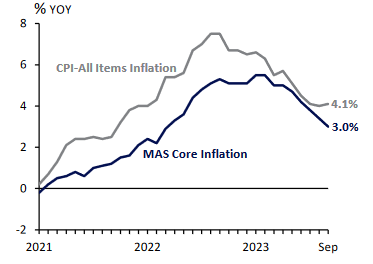
Les échanges de biens se soldent par une nouvelle contraction de l’excédent commercial au T3 2023 (13,1 Mds USD), de 9,1% (après 9,2% au T2, en g.a.), avec une chute de 15,2% des exportations (79,3 Mds USD) et de 16,3% pour les importations (66,1 Mds USD). Sur les neuf premiers mois de 2023, la Malaisie enregistre en conséquence une diminution de son excédent commercial de 5,7% en g.a. (à 39,5 Mds USD). La baisse est de 8,4% pour les exportations (235,8 Mds USD), dont 1,5% vers Singapour, 9,8% en Chine, 3,6% aux Etats-Unis, 3,6% vers l’UE et 10,0% à Hong Kong, premiers clients de la Malaisie. Elles ont reculé en valeur, sur la période, de 0,6% dans le secteur électrique et électronique (41,1% du total), de 11,1% dans la filière pétrolière et gazière (16,3%) et de 29,6% dans celle de l’huile de palme (7,1%). Parmi les premiers fournisseurs du pays, la diminution des importations (-8,9% ; 196,3 Mds USD) a concerné principalement la Chine (-8,7% ; 21,1% des importations), les Etats-Unis (-15,5% ; 7,2%) et Taïwan (21,1% ; 7,0%). Les importations depuis l’UE (7,9% du total) ont pour leur part augmenté de 5%.

Accord avec les EAU pour le développement de projets ENR en Malaisie

L’agence de promotion des investissements malaisiennes (MIDA) a signé, le 9 octobre, un protocole d’accord avec la société d’énergies renouvelables des Emirats Arabes Unis, Masdar, pour un investissement de 8 Mds USD en vue du développement de 10 GW de projets ENR en Malaisie d’ici 2035. Masdar avait par ailleurs signé le 27 juillet 2023 un protocole d’accord avec la société malaisienne Citaglobal pour le développement d’une ferme solaire de 2 GW dans l’Etat de Pahang.

# Singapour

Hausse marginale de l’inflation globale à 4,1% en septembre

En septembre, l'inflation globale a progressé pour atteindre 4,1%, principalement en raison des prix record des certificats de droit d'utilisation (COE) - nécessaires pour devenir propriétaire et utiliser un véhicule à Singapour - qui ont atteint 77 000 USD pour un véhicule motorisé dont la puissance est inférieure à 130ch. Pour rappel, Singapour a introduit le système de COE en 1990 dans le but de réduire la congestion routière. Ces certificats, d'une validité de dix ans, coûtent désormais quatre fois plus cher qu'en 2020. L'inflation globale est prévue à 5% pour l'année 2023. L'inflation sous-jacente a augmenté à un rythme plus lent pour le cinquième mois consécutif, atteignant 3%. Toutefois, l'évolution des prix demeure incertaine en raison des récentes évolutions au Moyen-Orient, susceptibles d'exercer une pression haussière sur les prix de l'énergie.

MAS : vers une responsabilité accrue pour les banques et télécoms en cas d'escroquerie

Les institutions financières et les sociétés de télécommunications de Singapour pourraient devoir indemniser leurs clients victimes d'arnaques si elles sont reconnues responsables de négligence. Un cadre de responsabilité partagée est proposé par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et l'Infocomm Media Development Authority (IMDA). Les entreprises pourraient être tenues responsables si elles ne remplissent pas leurs devoirs, comme l'absence d'alertes pour les transactions sortantes par les banques ou l'absence de filtre anti-escroquerie pour les SMS par les opérateurs télécoms. Le cadre de responsabilité partagée vise principalement les escroqueries par hameçonnage. Les parties prenantes ont jusqu'au 20 décembre 2023 pour donner leur avis sur ce cadre, qui devrait être mis en place l'année prochaine.

SIEW : Singapour aspire à devenir un hub d'énergie renouvelable en Asie

À l’occasion de la Semaine internationale de l'énergie de Singapour (SIEW), qui s’est tenue du 23 au 27 octobre 2023, le Ministre de l'industrie, M. Gan Kim Yong et le Ministre en charge de l'énergie, M. Tan See Leng, se sont exprimés sur les enjeux de la transition énergétique à Singapour et dans la région. Les débats de la SIEW ont été l’occasion de mettre en avant l’intérêt de créer un marché de l'électricité intégré à l'échelle régionale, pour faciliter les échanges entre les pays et favoriser le transfert d’énergie décarbonée. Dans ce contexte, le Ministre Tan a rappelé l’objectif de Singapour d’importer 4 GW d'électricité à faible émission de carbone d'ici 2035. Il a précisé que la cité-Etat avait accordé des approbations conditionnelles pour importer jusqu'à 3 GW d'électricité à faible teneur en carbone d'Indonésie et du Cambodge, et a annoncé une nouvelle approbation conditionnelle à hauteur de 1,2 GW pour l’importation d’électricité verte depuis le Vietnam (voir ci-dessous). La SIEW 2023 a été l’occasion pour le Ministre de l’Industrie d’annoncer que 6 acteurs venaient d’être sélectionnés suite à un appel à manifestation d’intérêt, pour promouvoir des projets impliquant l'utilisation d'ammoniac à faible teneur en carbone pour la production d'électricité et le soutage. Il s’agira d’un des premiers projets au monde de ce type.

# Vietnam

Forte croissance du taux de créances douteuses

Le taux de créances douteuses du système bancaire a fortement augmenté, passant de 2% en début d’année à 3,6% en juillet, avec un total de plus de 18 Mds USD. Si l'on inclut les créances vendues à la Société de gestion des actifs du Vietnam (VAMC) mais non recouvrées, ce taux atteint 6,2%. Cette hausse touche particulièrement cinq banques placées sous le contrôle spécial de la Banque d'État du Vietnam (SBV) : SCB, Dong A Bank, CBBank, OceanBank et GPBank. Le secteur immobilier a également vu son taux de créances douteuses augmenter de 1,8% en juillet 2022 à 2,58% en juillet 2023. Les experts estiment que la qualité du crédit du système bancaire serait encore sous pression mais que le taux de créances douteuses aurait atteint son pic au T3 2023 et commencerait à diminuer progressivement à partir de 2024.

Loi sur les zones économiques et les parcs industriels

Le ministère du Plan et des Investissements (MPI) a proposé l’élaboration d’une loi sur les Zones économiques (ZE) et les Parcs industriels (PI). Sur proposition du MPI, la loi établira des orientations pour le développement de ces zones conformément aux plans d’aménagement régionaux et provinciaux, avec des incitations spéciales pour les ZE et les PI situées dans des régions à conditions socio-économiques difficiles. Elle établira également des règles pour les investissements dans les infrastructures des ZE et des PI, ainsi que des politiques de promotion des liens sectoriels au sein de ces zones. En décembre 2022, le pays comptait 407 parcs industriels, dont 4 zones franches, couvrant une superficie totale de 128 684 ha. Ces zones ont attiré 10 400 projets à investissements vietnamiens et 11 200 projets à investissements étrangers (IDE), avec une valeur totale de 105 Mds USD et 231 Mds USD respectivement, contribuant à 50% au total des exportations. Le projet de loi devrait être discuté lors de la 15ème Assemblée nationale en cours et adopté en mai 2024.

Singapour pourrait importer 1,2 GW d'énergie à faible teneur en carbone du Vietnam

L'Autorité du marché de l'énergie (EMA) de Singapour a annoncé le 24 octobre qu'elle avait donné son accord provisoire à des projets d'importation de 1,2 GW d'électricité - essentiellement éolienne offshore - en provenance du Vietnam. Ce projet d’importation d’électricité, impliquant société singapourienne Sembcorp Utilities (SCU) et la société publique vietnamienne PetroVietnam Technical Services Corporation (PTSC), prévoit la pose de câbles électriques sous-marins sur une distance d'environ 1 000 kilomètres entre les deux pays. L’accord de coopération entre PTSC et SCU en matière d'investissement pour l'exportation d'énergie vers Singapour à partir d'énergies renouvelables offshore au Vietnam avait été signé en février 2023 lors d'une visite officielle du Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh à Singapour. Pour rappel, cette approbation conditionnelle accordée aux projets d'importation d'électricité fait suite à des autorisations similaires pour un plan d'importation de 1 GW en provenance du Cambodge et de 2 GW en provenance de l'Indonésie, survenues plus tôt en 2023.

# Thaïlande

Le gouvernement envisage de réduire la portée de sa mesure phare, le portefeuille numérique

Mesure emblématique du nouveau gouvernement, soutenue personnellement par le Premier ministre Srettha, la distribution de 10000THB (275,8 USD) à tous les citoyens de plus de 16 ans sous forme de portefeuille électronique pourrait finalement être assortie de conditions de revenu et de patrimoine, a annoncé le 26 octobre le ministre délégué des finances Julapun Amornvivat. Le coût initial estimé à 15,4 Mds USD (560 Mds THB), soit près de 3% du PIB de la Thaïlande, pourrait, selon les paramètres retenus, être divisé par 3 à 4. Le ciblage des bas revenus est de nature à augmenter l’effet multiplicateur de la mesure. La mise en place effective du portefeuille numérique, initialement annoncée pour février 2024, pourrait aussi être décalée de 7 à 8 mois, avec un potentiel étalement du coût sur deux années budgétaires, en fonction du schéma de financement retenu.

La Thaïlande pourrait réemprunter prochainement sur les marchés internationaux

Le ministre délégué des Finances Julapun Amornvivat a déclaré le 25 octobre que le Premier ministre et ministre des Finances Srettha Thavisin avait demandé au bureau de gestion de la dette publique (Public debt management office, PDMO) d’élaborer un plan d’émission de titres sur les marchés internationaux, en rupture avec la pratique du pays depuis 30 ans. La dette publique thaïlandaise est libellée à 98,5% en THB, les 1,5% restants étant principalement constitués de prêts des banques de développement. L’objectif annoncé est de créer une référence pour le secteur privé, afin que celui-ci puisse également se financer sur les marchés de capitaux internationaux. Les montants et le calendrier envisagés pour ce programme ne sont pas connus.

Des résultats meilleurs que prévu pour les exportations en septembre

Pour le deuxième mois consécutif, les exportations thaïlandaises ont connu une hausse en septembre, de +2,1% en glissement annuel (g.a.). Ce résultat a surpris les analystes, qui attendaient une stabilité ou une légère contraction, et se démarque des résultats des autres pays de la région qui ont connu en septembre un recul de leurs exportations en g.a., à l’exception du Vietnam. Cette croissance est tirée principalement par les produits agricoles et agroalimentaires, alors que le secteur manufacturier est globalement en légère baisse. Sur les neuf premiers mois de l’année, les exportations restent en recul par rapport à 2022, de 3,8%, et sur l’année le ministère du Commerce prévoit toujours une contraction de 1%.

# Philippines

Signature d’un accord de financement UE-Philippines pour le programme « économie verte » mis en œuvre en partenariat avec Expertise France

Le mercredi 25 octobre, un accord UE-Philippines a été signé à Bruxelles par le ministère des Finances philippin Benjamin Diokno et la Commissaire européenne pour les partenariats internationaux Jutta Urpilainen pour le financement du programme philippin « économie verte » via un don de l’UE de 60 M EUR (63,3 M USD). Le programme vise à promouvoir l’économie circulaire, à réduire les déchets et l’usage des plastiques, à renforcer l’approvisionnement en eau et son traitement, et à promouvoir l’efficacité énergétique et le déploiement des énergies renouvelables aux Philippines. L’Union européenne a attribué la mise en œuvre de la composante « secteur privé » du projet à Expertise France, dont la contribution vise à soutenir la croissance d’éco-entreprises et renforcer l’écosystème entrepreneurial philippin, et à soutenir le développement de projets de partenariats public-privé dans le secteur de la gestion des déchets municipaux.

Activité économique marine en augmentation de plus de 20% en 2022

En 2022, les Philippines ont enregistré une croissance de leurs activités économiques marines de 21,2%, pour atteindre 858 Mds PHP (15,7 Mds USD) soit 3,9% du PIB (contre 3,6% en 2021). Les principaux secteurs de l’économie marine sont la pêche océanique (31,5% de l’activité marine totale), l’industrie manufacturière à base de produits issus de la mer (21,6%), et le transport maritime et le stockage côtier (14,6%). Les principaux secteurs contributeurs à la croissance de l’activité marine sont la pêche océanique (20,5%), l’hôtellerie et la restauration côtière (20,0%), l’industrie manufacturière à base de produits de la mer (14,9%), le transport maritime et le stockage côtier (14,1%), et les activités minières côtières et offshore (13,5%). Prise dans son ensemble, l’économie marine emploie 2,2 M de personnes aux Philippines (+10,9% par rapport à 2021), soit 4,7% de l’emploi total. La pêche océanique représente à elle seule 51,4% des emplois du secteur.

La banque centrale relève son taux directeur de 25 points de base

Le 27 octobre, la banque centrale a opéré une remontée hors cycle de son taux d’intérêt directeur de 25 points de base (pour atteindre 6,25%) dans un contexte de fortes pressions inflationnistes sur les prix du transport, de l’électricité, des carburants, et sur les salaires minimums dans la région métropolitaine de Manille. Cette décision fait suite au relèvement des prévisions pour l’inflation annuelle moyenne à 4,7% (contre 4,3% précédemment), qui dévierait largement de l’intervalle cible fixé par le gouvernement entre 2 et 4%.

# Cambodge

Autorisation de cumul étendu de l’origine avec le Vietnam

L'Union européenne (UE) a accordé au Cambodge la possibilité d’un cumul étendu, permettant ainsi l'utilisation de matières premières ou de composants originaires du Vietnam dans sa production de bicyclettes destinées au marché européen de TSA. En effet, depuis l’entrée en vigueur de l’accord de libre-échange qui le lie à l’UE, le Vietnam ne fait plus partie des pays bénéficiaires du SPG. En conséquence, depuis le 1er janvier 2023, les vélos cambodgiens assemblés à partir des pièces vietnamiennes ne pouvaient plus bénéficier de TSA. Le Cambodge demeure donc fortement dépendant de composants vietnamiens pour cette production. A noter que les exportations cambodgiennes de bicyclettes ont baissé de 42,8% à 424 M USD au cours des neuf premiers mois de cette année. La décision favorable de l’UE devrait stimuler à nouveau ces exportations. Elle contribuera également aux efforts du Cambodge dans sa diversification industrielle.

Les IDE en hausse de près de 9%

Le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) a approuvé, au cours des trois premiers trimestres de cette année, 191 projets d'investissement direct étranger, soit une augmentation de 27%, contre 150 projets lors de la même période de 2022. Ces projets approuvés représentent un montant total de 3,76 Md USD (+8,6%). Les principaux investisseurs étrangers au Cambodge comprennent la Chine, la Malaisie, les îles Vierges britanniques, Singapour et le Vietnam. Les projets d’investissement concernent les secteurs de l’agriculture et de l’agroalimentaire, le secteur manufacturier, le tourisme, et les infrastructures. Les accords commerciaux existants et les nouveaux accords de libre-échange, ainsi que l’application de la loi de 2021 sur l’investissement, sont considérés comme des instruments stratégiques destinés à permettre au Cambodge d’attirer plus d’investissements.  Il est toutefois difficile, à ce stade, d’en mesurer l’impact exact.

Une initiative numérique pour améliorer le secteur agricole

Le ministère de l'Économie et des Finances, en collaboration avec le Techo Startup Center, a lancé le 24 octobre la deuxième phase du programme d’accélération de l’agriculture numérique, dans le cadre du projet Sustainable Assets for Agriculture Markets, Business and Trade (SAAMBAT). L’objectif est de trouver des candidats pour un financement de projet axé sur l’introduction de technologies numériques innovantes dans le secteur agricole, afin d’augmenter la productivité et de renforcer l’économie rurale. Le fonds d’accélération permet de financer des projets à hauteur de 200 000 USD. Lancé le 3 février 2020 à Phnom Penh, SAAMBAT est un projet de développement rural doté de 125 M USD, mis en œuvre grâce à un partenariat entre le Fonds international de développement agricole (FIDA), la BEI et le gouvernement du Cambodge. Le projet vise à améliorer les conditions de vie de 200 000 familles rurales cambodgiennes, en améliorant les routes, la sécurité routière et la résilience face aux catastrophes naturelles, ainsi que d’autres infrastructures rurales clés, comme les marchés agricoles. Le projet devrait créer jusqu’à 4 500 emplois et 500 nouvelles PME.

# Laos

Favoriser les relations économiques franco-laotiennes

A l’occasion du 70ème anniversaire de l’indépendance du Laos, les conseillers du commerce extérieur de la France du Laos organisent un [Forum économique France Laos](mailto:contact@forumfrancelaos.org). S’étendant sur deux jours (8-9 novembre), ce forum permettra aux entreprises françaises de rencontrer des entreprises laotiennes, mais également des responsables des administrations. Les entreprises françaises participantes pourront également de bénéficier de présentations sur les différents secteurs de l’économie laotienne faites par des entreprises françaises déjà présentes. Elles pourront ainsi avoir un aperçu complet des spécificités et potentiels du marché laotien en un temps réduit. Une extension d’une journée, le 10, est proposée pour visiter le port sec et la ZES de Savannakhet, occasion d’une présentation plus concrète des enjeux logistiques au Laos.

Un train pour désenclaver le Laos… via le Vietnam !

Une étude de préfaisabilité d’une ligne ferroviaire rapide devant relier la ville côtière de Vung An (province de Ha Tinh) à la ville frontalière de Mu Gia (province de Quang Binh) devrait être prochainement lancée. Le projet coûterait 27 485 Mds VND (1,1 Md USD) pour une longueur de 103 km et 8 gares. Dans le même temps, la ligne reliant Vientiane via Thakhek (province de Khammouane) à ce même point de la frontière avec le Vietnam est prévue pour entrer en service en 2028. Le calendrier peut sembler optimiste, d’autant que le chiffrage du projet serait d’environ 4 Mds USD pour la portion laotienne (près de 400 km). L’intégralité du projet serait réalisée en PPP par Laos Petrotrade (Laos) et Deo Ca Group (Vietnam), ce qui semble très ambitieux. Pour autant, cette liaison semble prometteuse, qui avait déjà été envisagée dans les années 1920. Pour mémoire, le col de Mu Gia – qui permet de franchir la cordillère annamitique – était un point de passage stratégique de la piste Ho Chi Minh. La réalisation de projet offrirait en tout état de cause un débouché rapide et direct à la mer, dans une logique politique propre à l’ASEAN.

ICBC, chambre de compensation du yuan

L’Industrial and Commercial Bank of China, succursale de Vientiane, avait demandé à pouvoir assurer la compensation des transactions en yuans au Laos dès 2019. Mais ce n’est que fin 2023 qu’elle en a obtenu l’autorisation. Le Premier ministre laotien, le gouverneur de la banque nationale du Laos et le chargé d’affaires chinois ainsi que le vice-président d’ICBC ont célébré cette décision le 23 octobre. La Banque populaire de Chine avait déjà donné son accord en septembre 2022. Même si la Chine n’est que le troisième partenaire commercial du Laos, le développement des relations entre les deux pays est rapide et affecte tous les secteurs. La partie chinoise a présenté cette avancée comme devant permettre un approfondissement des échanges avec le Laos, en particulier en favorisant les investissements chinois et en réduisant le coût du change.

Recherche énergie verte désespérément

À l’occasion de la visite du ministre singapourien des affaires étrangères au Laos (12-13 octobre), les deux pays ont notamment évoqué le renouvellement de l’accord d’achat d’électricité entre Electricité du Laos and Keppel Electric Pte. Pour mémoire, c’est Keppel que les Singapouriens ont sélectionné pour l’étude d’une liaison sous-marine de 500 kV destinée à relier le Laos à Singapour via le Cambodge pour importer de l’électricité décarbonée. D’ailleurs, le Laos vient de signer un accord avec une entreprise chinoise, dont le nom n’est pas révélé – mais qui pourrait être China Southern Power Grid, qui détient la majorité du réseau de transport électrique haute tension laotien depuis mars 2021 – pour développer la ligne à 500 kV destinée à alimenter le Cambodge via la province d’Attapeu (Laos). Du côté cambodgien également, le projet de ligne à 500 kV, construite selon un axe nord-sud et destinée à importer de l’électricité du Laos, avance. Pour mémoire, le Cambodge importe environ un tiers de l’énergie qu’il consomme, très majoritairement du Laos (environ 5 TWh). Ce serait un embryon de réalisation d’une interconnexion des réseaux de transports électriques de l’ASEAN, mais sous le contrôle plus ou moins direct de la Chine.

# Birmanie

Extension du réseau ferroviaire – poursuite de projets d’aciéries avec la Russie

La mise à niveau du tronçon ferroviaire Shwenyaung-Taunggyi-Naung Kar et la construction d’une nouvelle voie ferrée entre Naung Kar et Pangpet (17,35 Km) ont été inaugurés le 22 octobre dans le sud de l’Etat Shan. Cette nouvelle construction vise à faciliter le transport de matières premières de l’aciérie n° 2 - Pangpet, à destination à l’aciérie n° 1 – Myingyan au centre du pays. Les usines de Myingyan et Pangpet joueront un rôle majeur dans la satisfaction des besoins en fer et en acier du pays qui sont estimés par la junte à 2 M de tonnes par an. Un accord avait été signé en 2014 entre le ministère de l’Industrie et VO Tyazhpromexport, une filiale du conglomérat Rostec, entreprise publique Russe, pour 137M€ pour la production de fonte et de minerai de fer à partir d’un procédé propriétaire de Tyazhprom. Pour mémoire, les deux projets d’aciérie à Pinpet et Myingyan avaient été suspendus par le gouvernement civil en 2017 après une revue de plusieurs projets jugés non rentables. Ils ont été relancés par la junte en 2021 pour une mise en opération en 2023-2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.   
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :   
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationa](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationa)l

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr) ; [olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)